

# L'accord de Stadthagen (Lippe) et la médaille frappée à cette occasion en 1748

Autor(en): **Demole, Eug.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue suisse de numismatique = Schweizerische numismatische Rundschau**

Band (Jahr): **17 (1911)**

PDF erstellt am: **04.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-172630>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# L'ACCORD DE STADTHAGEN

(LIPPE)

ET LA MÉDAILLE FRAPPÉE A CETTE OCCASION

EN 1748

---

Mieux vaut plaider que se battre, mieux vaut encore transiger que plaider.

Les branches de la famille de Lippe en firent au XVIII<sup>e</sup> siècle la coûteuse expérience, car ce ne fut qu'après trente années de procès et de querelles familiales, au sujet d'un héritage disputé, qu'elles arrivèrent à se mettre d'accord.

Nous ne pouvons mieux introduire le sujet qu'en traduisant ici le préambule par lequel débute le document de l'accord de Stadthagen, que nous publions in-extenso un peu plus loin :

« Par les présentes, Nous, Simon-Auguste, par la  
« grâce de Dieu prince régnant et noble seigneur de  
« Lippe, souverain de Vianen et Ameyden, burgrave  
« héritier d'Utrecht, etc., et

« Nous, Albert-Wolfgang, par la grâce de Dieu comte  
« régnant de Schaumbourg, comte et noble seigneur de  
« Lippe et Sternberg, etc., chevalier de l'ordre royal de  
« l'Aigle noir de Prusse, etc., déclarons convenir de ce  
« qui suit, pour Nous, Nos héritiers et descendants :

« Attendu qu'il existe depuis de longues années dans  
« notre maison comtale, surtout à la suite du décès

« survenu le 21 février 1709 de feu le comte Louis-  
« Fernand de Brack et plus spécialement au sujet de la  
« dévolution de la succession de Lippe-Brack devenue  
« vacante par le fait de ce décès, plusieurs différends,  
« dissidences et mésintelligences qui ont entraîné des  
« instances judiciaires, graves procès et justifications,  
« portés jusqu'ici devant la juridiction du Conseil de  
« la Cour de l'Empire, instances motivées par le fait  
« que la maison régnante de Lippe se croit seule  
« appelée *e capite juris Primogenituræ* à prendre posses-  
« sion de la partie vacante du pays et à rentrer dans  
« la jouissance de l'héritage, tandis que la branche aînée  
« des comtes et seigneurs héritiers de Buckebourg, en  
« revendique la moitié en vertu du testament de feu  
« le comte Simon VI, testament valable *pro lege funda-*  
« *mentali*;

« Attendu que le jugement du Conseil de la Cour de  
« l'Empire prononcé le 26 août 1734 et confirmé *in*  
« *revisorio per sententiam* le 17 avril 1737, dit que la  
« ligne apanagée des comtes de Schaumbourg-Lippe,  
« à Alverdissen, a été renvoyée *ad separatum* de ses  
« prétentions sur la susdite part vacante de Lippe-Brack,  
« et que la ligne aînée régnante des comtes de Schaum-  
« bourg et la ligne comtale et seigneuriale héritière de  
« Buckebourg ont été, par une commission d'exécution  
« impériale, envoyées en possession de la moitié contestée  
« des bailliages de Lippe-Brack, et que néanmoins le  
« différend *super fructibus perceptis, eorumque restitutione*  
« et aussi celui relatif au partage exact des deux parties  
« du pays et des biens allodiaux s'est prolongé pendant  
« de longues années encore;

« Attendu que la maison comtale de Lippe-Alver-  
« dissen a, le 18 septembre 1744, obtenu une sentence  
« favorable au sujet de ses revendications qu'elle avait  
« déjà au préalable cédées à la maison régnante de  
« Lippe, et que d'autre part la ligne aînée des comtes et

« seigneurs héréditaires de Buckebourg a interjeté appel  
« contre ce jugement préjudicieux et introduit une action  
« judiciaire *in separato*, aux fins *cassandæ cessionis*, action  
« à laquelle Sa Majesté Impériale a répondu par un  
« rescrit appratif très gracieux, en date du 17 juillet  
« 1747 ;

« Considérant qu'à différentes reprises déjà on avait  
« saisi l'occasion pour faire des démarches réelles en  
« vue d'un accommodement à l'amiable de ces litiges  
« nuisibles au bien public et du rétablissement d'une  
« bonne et louable intelligence entre de si proches  
« parents, et qu'enfin grâce à la bénédiction et à l'assis-  
« tance divine, par la médiation de l'illustre comtesse  
« M<sup>me</sup> Charlotte-Sophie, épouse du comte de Bentinck,  
« née comtesse d'Aldenbourg du Saint-Empire, noble  
« dame de Varel, Kniephausen et Doorwerth, notre  
« cousine, d'une part, et de M. Carl de la Potterie,  
« colonel de Sa Majesté le roi de Danemark et de  
« Norvège, etc., d'autre part, les deux parties assistées  
« de leurs conseils, donc après mûre et ample réflexion,  
« ont été arrêtés et dûment signés à Stadthagen, le  
« 12 février de cette année, les points d'une convention,  
« dont l'article 13 stipule qu'un compromis en règle  
« devra être élaboré, mais que jusqu'à ce moment la  
« minute préliminaire devra engager les parties, en étant  
« valable et irrévocable, ainsi que dans l'intervalle l'un  
« ou l'autre des points arrêtés seront exécutés et rendus  
« effectifs, comme la convention ultérieure en fera foi  
« en différents endroits :

« Nous prévalant derechef de l'intervention de l'illustre  
« comtesse du Saint-Empire, M<sup>me</sup> la comtesse Charlotte-  
« Sophie, épouse du comte de Bentinck, née comtesse  
« d'Aldenbourg du Saint-Empire, notre cousine, ainsi  
« que par l'office de nos conseillers commis à cet effet  
« par les deux parties, nous avons, en vertu de la  
« minute préliminaire, fait rédiger la convention princi-



« pale prévue dans ladite minute, et par ce fait rendu  
« effective la composition autant salubre qu'utile aux  
« deux maisons comtales, composition dont la teneur  
« est la suivante, mot à mot. »

Suivent alors tous les articles de l'accord de Stadthagen qui devait ramener la paix entre les membres de l'illustre famille de Lippe.

Cet accord bienfaisant, provoqué par la comtesse de Bentinck, avait pour la maison de Lippe et pour le pays tout entier l'importance d'un fait historique. C'était en outre pour le jeune comte Simon-Auguste, alors âgé de vingt ans, le premier acte politique par lequel il inaugurerait son retour au pays, après une absence de cinq ans. Il est donc naturel qu'on ait voulu célébrer par une médaille l'acte de pacification qui faisait la joie de tout le monde, mais la médaille qui prit naissance à cette occasion n'était pas destinée à la grande publicité. Gravée par Jean Dassier et fils, à Genève, elle n'est, semble-t-il, conservée qu'à un fort petit nombre d'exemplaires<sup>1</sup>. Grote, dans ses *Münzstudien*<sup>2</sup>, lui a consacré quelques lignes, mais elle vaut sûrement la peine qu'on en dise davantage.

Né le 12 juin 1727, Simon-Auguste, comte de Lippe, perdit son père en 1734 et se trouva depuis lors, jusqu'en 1747, sous la tutelle de sa mère, Johannette-Wilhelmine, née comtesse de Nassau-Idstein. A l'âge de quinze ans, on l'envoya à Lausanne, où pendant cinq années, il acheva son éducation, en se perfectionnant dans plusieurs branches du savoir humain. A son arrivée à Lausanne, une société littéraire, la Lippiaca, fut fondée qui fréquemment se réunissait chez le comte pour y discuter diverses matières de politique, de morale, de

<sup>1</sup> Le Musée de Detmold conserve cette médaille en argent et en bronze, ainsi que les coins avec lesquels elle a été frappée.

<sup>2</sup> H. Grote. *Münzstudien*. Leipzig, 1857-1867, 5 vol. in-8, av. pl.; vol. 5, p. 459.

religion. Le comte présidait ces séances et en faisait lui-même le résumé. M. Ernest Lugrin a rendu compte, dans cette *Revue* même<sup>1</sup>, de l'activité de cette société et de la médaille qui en consacre le souvenir.

Parmi les personnes qui, sans faire partie de la société, assistaient parfois à ses séances, on voit figurer un syndic de Genève, François-Jean Turrettini<sup>2</sup> et son fils Gédéon<sup>3</sup>. Celui-ci, né en 1723, paraît s'être attaché au comte de Lippe qui était de quelques années son cadet et l'avoir suivi à Detmold. Tout au moins nous le retrouvons auprès du comte, en 1748, agissant en son nom pour établir les légendes de la médaille qui devait célébrer l'accord de Stadthagen.

Étant un peu novice en ces matières, Gédéon Turrettini s'entoura des conseils d'un de ses concitoyens, Pierre Pictet<sup>4</sup>, appelé aussi Pictet de Saint-Jean, professeur de droit à Genève. Mais Pierre Pictet ne voulut pas assumer sur lui seul la responsabilité d'approuver ou de critiquer le projet de légendes présenté par Gédéon Turrettini et il s'adressa au professeur Jean-Louis Calandrini<sup>5</sup>, un des hommes les plus qualifiés de l'époque, à Genève, pour se prononcer sur un tel sujet.

La Bibliothèque publique de Genève conserve deux lettres adressées à Pierre Pictet qui rendent compte de

<sup>1</sup> Ernest Lugrin. *La médaille de Simon-Auguste, comte de Lippe, et la Société littéraire fondée par ce prince à Lausanne, en 1742*, dans la *Revue suisse de numismatique*, 1911, t. XVII, pp. 255 et suiv.

<sup>2</sup> François-Jean Turrettini, né le 22 janvier 1690, avocat, conseiller en 1729, syndic en 1741, puis premier syndic en 1757, mort en 1765.

<sup>3</sup> Sp. Gédéon Turrettini, né le 24 mars 1723, avocat, professeur de philosophie en 1758, conseiller en 1765, syndic en 1771, puis premier syndic en 1779, mort en 1782.

<sup>4</sup> Pierre Pictet, dit Pictet de Saint-Jean, 1703-1768, professeur de droit, 1739-1757. La villa qu'habitait Pierre Pictet confinait à celle occupée par Voltaire aux Délices. L'intimité de Voltaire avec les Pictet ne l'empêchait pas de craindre leurs regards indiscrets. De leur habitation, on plongeait sur les jardins des Délices et même sur le château. Voltaire fit planter un petit bois, de façon à masquer complètement la vue et être maître chez lui. Il appelait ce petit bois son « Cache-Pictet ». (*La Vie intime de Voltaire aux Délices et à Ferney, 1754-1778*, par Lucien Perey et Gaston Maugras. Paris, 1885, in-8, p. 83.)

<sup>5</sup> Jean-Louis Calandrini, né à Genève en septembre 1703, professeur de mathématiques en 1727, puis de philosophie en 1734. En 1750 il renonça à ces fonctions pour entrer au Conseil d'État. Syndic en 1757, il mourut le 29 décembre 1758.

ces diverses transactions; la première est écrite par Jean-Louis Calandrini, la seconde par Gédéon Turretini, nous les transcrivons ici toutes deux<sup>1</sup> :

Genève, 22 avril 1748.

Monsieur,

Vous trouverez cy-joint l'inscription telle qu'elle doit être couchée sur la médaille; je me flatte qu'elle vous paraîtra du goût antique, elle est dans le stile de la fameuse de Germanicus, *Germanis de victis signis receptis*. Les lignes et la grosseur des caractères est distribuée comme elles doivent l'être, seulement M. Dassier pourroit, dans le dessein du feuillage qui est en haut élever la ligne *Compositis litibus*, afin qu'il put mettre en plus gros caractères les deux lignes *Lippiacam* et *Lippiaco-Schaumburgicam*.

La devise *Et fugiunt et Territa monstra* est contre la règle qui défend de mettre aucun bout de vers, à moins que ce ne soit une citation ou une allusion manifeste à une citation; si vous avez le pouvoir de la changer, j'ay croqué le projet d'une autre médaille, bien moins chargée, aiant pour devise *Concordia Restituta* et pour exergue le lieu et la datte, *In Stadthagen an . MDCCXLVIII . IDIB . FEBR .* Alors dans le revers, on n'a que ces paroles, ce qui n'est point trop long :

COMPOSITIS LITIBUS AB ANNIS 30 AGITATIS INTER ALTAS DOMUS  
LIPPIACAM ET LIPPIACO-SCHAUMBURGIC. MEDIANTE COMITISSA A  
BENTINCK PRINC. ALTEMBURGENS. NATA

et dessous l'exergue, comme à l'autre,

COMES LIPPLÆ GRATUS  
IN REI MEMOR. PERPET.  
CVDI IVSSIT.

Le mot *gratus* dans son sens propre signifie bien reconnaissant, Cicéron, (*De leg.*) : *Gratus est qui in referenda Gratia*, etc., mais si l'équivoque de *gratus*, à cause de *Donec gratus eram tibi*, qui indique

<sup>1</sup> Bibliothèque de Genève. manuscrits. *Manuscrits Charles de Constant*, n° 44. Nous sommes heureux de remercier ici M. Fernand Aubert, conservateur-adjoint de la Bibliothèque des manuscrits, pour la communication qu'il nous a donnée de ces deux lettres. Nos remerciements s'adressent aussi à M. Henri de La Tour, conservateur-adjoint au Cabinet des Médailles, à Paris.

un galant, vous déplaît, on peut supprimer ce mot qui se sous-entend par le *In rei memor. perpetuam*. Cependant, comme cette pensée qu'exprime le mot *gratus* est dans le modèle, j'ai cru devoir l'exprimer et il n'y a point d'autres substantif synonyme.

J'ay l'honneur d'être, avec le plus parfait attachement et la plus véritable considération, Monsieur, votre très-humble et très-obéissant serviteur.

Jean Louis Calandrini  
professeur.

Cette lettre dut à coup sûr servir de canevas à celle qu'écrivit Pierre Pictet à Gédéon Turrettini, car celui-ci, en date du 2 mai 1748, répondit à son correspondant ce qui suit :

Monsieur

J'ai bien reçu la lettre que vous m'avez [fait] l'honneur de m'écrire le 23 d'avril, aussi bien que votre précédente. Je suis infiniment sensible aux soins et à la diligence que vous avez bien voulu apporter à examiner le projet que j'avois pris la liberté de vous envoyer et aux corrections judicieuses que vous y avez faites. M<sup>sr</sup> le Comte, à qui j'ai communiqué le tout, est convenu avec moi de la justesse et de la solidité de vos réflexions et il se remet tout entier sur ce sujet à votre discernement, votre bon goût et vos lumières. Quant à moi qui n'entend rien aux médailles et qui par la même ne suis pas en état d'en former un projet, je n'avois essayer de vous en envoyer un de ma façon que pour vous mieux expliquer quelles étoient nos idées et les ménagements que les circonstances nous prescrivoient de garder à certains égards. J'ai bien senti, en le faisant qu'il y avoit du surabondant et surtout dans l'inscription; aussi en vous l'envoyant j'en fis la réflexions et vous dis que je me rapportois à vos lumières pour l'abrégé. La façon dont vous êtes entré dans mes vûes m'a extrêmement satisfait. Il faut cependant que, pour le plaisir de causer, je réponde ici à quelques-unes de vos remarques et vous désigne les raisons que j'avois eues de mettre, tant dans la devise que l'inscription, certains termes que vous blâmés.

Je commence par le *fugiunt et territa monstra*; cette devise étoit un peu allégorique et avoit rapport à nos circonstances d'une façon

qui me seroit trop longue à vous détailler icy. J'ignorais la règle qui deffend de se servir de bouts de vers dans cette occasion et jetois moi-même dans l'erreur du bourgeois gentilhomme qui faisoit de la prose sans le sçavoir, car je ne m'étois pas apperçu que je parlasse vers. Je serois tenté cependant de croire que cette règle n'est pas sans exception, et ce qui me confirme dans mon idée est la fameuse devise de Louis 14 dans toutes les médailles frappées les 20 et 30 premières années de son règne, où ce monarque étoit représenté en Hercule s'appuyant sur la massue et autour : *Erit hæc quoque cognita monstris*<sup>1</sup> ; après celà, en ôtant seulement un *et*, on en auroit pu faire de la prose à peu de fraix. Quant au *Pace restaurata*, j'ai crû pouvoir le mettre pour plusieurs raisons : 1° parce que la paix descendante du Ciel en propre personne fait le principal sujet de la médaille, et que, dès lors, j'ai cru qu'on pouvoit la nommer au revers ; 2° parce que la médaille est plus pour célébrer l'union qui commence à renaître entre les deux maisons que pour la fin du procès même, et que le grand'père de ce comte ayant pris par la force possession de toute la comté qui faisoit l'objet du procès et ayant été dépossédé de même, il est vray de dire, quoique dans un sens un peu figuré que *exarsit bellum* ; quant à ce que vous dites qu'il ne peut y avoir de guerre entre ceux qui ont des juges naturels, je ne crois pas que la maxime soit juste, vû la Constitution de l'Empire. Tous les membres qui le composent, depuis les plus grands jusqu'au plus petit, ont les mêmes droits de souveraineté, sans aucune différence. Ils se sont engagés néanmoins volontairement aux décisions des tribunaux de l'Empire qui les obligent également, et la seule différence qu'il y a entre les grands et les petits à cet égard, c'est qu'on oblige facilement les derniers à s'y conformer par la force, au lieu qu'on ne l'ose pas tenter aussi légèrement pour les autres. Il s'ensuivroit donc de votre raisonnement qu'on ne pourroit jamais dire dans aucun cas qu'il y a eu guerre entre des membres de l'Empire, puisqu'ils reconnoissent tous des juges naturels, ce qui n'est pas juste, puisque sans attendre les décisions des diettes, ils ne laissent pas de prendre possession par la force des armes de ce qu'ils croient leur appartenir de droit.

J'ai crû voir dans Ciceron *litis anxietas*, mais peut-être me suis-je trompé. Mais pour ne pas vous ennuyer plus longtemps de mes réflexions, je les conclus en vous répétant que le plan que vous

<sup>1</sup> On ne connaît aucune médaille de Louis XIV portant cette légende. (*Réd.*)



m'avez envoyé, num. 1 et 2 et que je rejoins icy, agréée absolument et que je vous prie de le faire exécuter au plustost. La seule remarque que j'y fais est que la comtesse n'est pas née princesse, mais bien comtesse d'Oldenbourg, ou Altenbourg, car ils portent les deux titres <sup>1</sup>. M. son père étoit un bien galant homme qui s'appeloit comte d'Oldenbourg, mais sa mère est princesse. Voilà le seul changement que je vous prie d'y faire.

Du reste, mon cher Monsieur, vous ne m'avès pas compris lorsque je vous ai prié de garder quelques empreintes de la médaille. C'est par ordre de M<sup>sr</sup> le comte que je l'ai fait. Il est naturel que vous étant donné des soins pour la faire frapper et étant un peu votre ouvrage, vous en ayès des premières empreintes. J'en dis autant de M. le professeur Calandrin <sup>2</sup> que je remercie très-fort de ses peines et auquel je présente mes obéissances. M. Dassier, tant pour cette médaille que pour la précédente, a déjà reçu les ordres convenables à cet égard.

Quant à moi, je vous prie de ne pas douter de toute ma reconnoissance et d'être persuadé de la véritable estime et de la considération très-distinguée avec laquelle j'ay l'honneur d'être, Monsieur, votre très-humble et très-obéissant serviteur.

G. Turrettini

Detmold du 2 may 1748.  
Je présente mes respects à M<sup>e</sup>.

Excusès, j'ai été obligé  
d'écrire fort à la hâte.

Il est donc bien établi par ces deux lettres que les légendes de la médaille frappée pour l'accord de Stadthagen sont dues à Gédéon Turrettini, à Pierre Pictet et à Jean-Louis Calandrini, mais il est juste de reconnaître que ce dernier peut en revendiquer la plus grande part.

Voici la description de la médaille :

Dans un cartouche circulaire, décoré en haut d'une tête d'ange, à gauche et à droite d'une corne d'abondance et au bas d'un mascarón, en onze lignes, dans le champ :

<sup>1</sup> « Mettès s'il vous plaît seulement comtesse d'Altenburg, il y a des raisons pour ne pas mettre Oldenburg. »

<sup>2</sup> Abréviation usitée longtemps pour Calandrini (*Réd.*).



COMPOSITIS LITIBUS  
AB ANNIS XXX AGITATIS  
INTER ALTAS DOMUS  
LIPPIACAM  
ET LIPPIACO-SCHAUMBURGIC ·  
MEDIANTE  
COMITISSA A BENTINCK  
COMIT · ALTEMBURGEN · NATA  
COMES LIPPIÆ GRATUS  
IN REI MEMOR · PERP ·  
CUDI IUSSIT ·



R. (D 42) CONCORDIA RESTITUTA ·

IN STADTHAGEN

EX. AN · MDCCXLVIII

IDIBUS · FEBRU ·

Signé, I · DASSIER ET FILS ·

Deux hommes debout, à gauche, vêtus à l'antique, mais portant perruque, se serrent la main droite, tandis

que de la gauche ils maintiennent à terre des écus ovales à leurs armes<sup>1</sup>; à leurs pieds la Discorde expire, la face contre terre, tenant de la droite une torche fumante et de la gauche un serpent.

Derrière les deux personnages apparaît, assise sur les nues, la Paix, un rameau d'olivier dans la droite et une balance dans la gauche. Sur ses genoux repose une corne d'abondance. A droite, deux hommes nus, levant les bras au ciel, s'enfuient dans une caverne; l'un d'eux tient un gros sac à la main.

Cu. br. Mod. 0,069. Cab. de numism. de Genève.



L'année suivante, Gédéon Turrettini avait quitté Detmold et se trouvait de retour à Genève. Le 2 novembre 1749, il épousait Renée Trembley, dont il

<sup>1</sup> La maison comtale de Lippe a porté jusqu'en 1770: écartelé de Lippe et de Schwalenberg et sur le tout écartelé de Vianen et d'Ameyden. La maison de Schaumbourg-Lippe a toujours porté: écartelé de Lippe et de Schwalenberg et sur le tout de Schaumbourg. Les traits de l'écartelé manquent en partie sur les écus représentés ci-dessus. (Note due à l'obligeance de M. J. Grellet, président de la Société suisse d'héraldique.)

eut un premier enfant qui naquit le 25 décembre 1750. Le 6 janvier 1751, le nouveau-né était baptisé à l'église italienne par respectable Pictet et recevait les noms de Simon-Auguste-Louis. Son grand-père, l'ancien syndic François-Jean Turrettini, assistait au baptême, « au nom de Son Excellence M<sup>sr</sup> le Comte de la Lippe <sup>1</sup> ».

Eug. DEMOLE.

---

### Stadthager-Vergleich von 1748<sup>2</sup>.

Von Gottes Gnaden, Wir Simon August, Regierender Graf und Edler Herr zur Lippe, Souverain von Vianen und Ameyden, Erb-Burg Graf zu Utrecht etc. und Von Gottes Gnaden Wir Albrecht Wolfgang, Regierender Graf zu Schaumburg, Graf und Edler Herr zur Lippe und Sternberg etc. des Königlich Preuss. Schwarzen Adler Ordens-Ritter etc. Urkunden und bekennen in Kraft dieses, für Unss und für unsere Erben und Nachkommen. Nachdem viele Jahre her in unsern Gräflichen Hause hauptsächlich auf Veranlassung des am 21ten Febr. 1709. erfolgten Ableben Wayland Graf Ludwig Ferdinands zu Brack, über den dadurch erledigten Lippe-Brackischen Erb-Anfall verschiedene zu gerichtlichen Klagen, und bis hieher, bei dem Kaiserlichen Reichs-Hofraht gefürten, schwehren Processen und Rechtsfertigungen ausgeschlagene Differentien Spalt- und Irrungen sich ereignet, dadurch, dass das Regierende Gräfl. Hauss zur Lippe, zu solchem erledigten Landes-Anteil und Erb-Anfall e capite juris Primogeniturae allein befugt zu sein vermeinet, die Gräfl. Erbherrl. ältere Bückeburgische Linie, hingegen, aus dem pro lege fundamentalis geltenden Testament Wayland Graf Simons des Viten, die Helfte davon, in Anspruch genommen, solche auch durch die unterm 26ten August 1734. erfolgte, und in Revisorio per sententiam vom 17ten April 1737. bestätigte Reichshofraths-Erkenniss, dergestalt behauptet,

<sup>1</sup> Archives de Genève, *Registre des mariages et baptêmes de l'église italienne*, 1554-1784.

<sup>2</sup> *Urkunden zur Beurtheilung der zwischen den Fürstlichen Häusern Lippe und Schaumburg-Lippe streitigen Verhältnisse*. Lemgo 1831, Meyer 2<sup>o</sup>, pp. 117, 128.

dass die apanagirte Gräfl. Schaumburg-Lippische Linie zu Alverdissen, mit ihrer an sotanen erledigten Lippe Brackischen Anteil formirten Praetension ad separatam verwiesen worden, und die ältere Regierende Gräfl. Schaumb., und Gräfl. Lippische Erbherrliche Linie zu Bückeberg, die erstrittene Helfte der Lippe-Brackische Aemter, durch eine Kayserliche Executions-Commission eingewiesen erhalten, gleichwol der Streit super fructibus perceptis, eorumque restitutione auch wegen der Peraequation beider Landes-Portionen, und des allodial-Puncts, noch viele Jahre fort gedauert, nicht weniger hiernechst das Gräfl. Haus Lippe-Alverdissen, seiner formirten Praetensionen halber, die Selbiges bereits vorhero an das Gräfl. Regierende Haus zur Lippe cedirt gehabt, eine obsiegliche Urtel unterm 18ten Septbr. 1744. erwircket, hingegen ab Seiten der mehrgedachten ältern Gräfl. Erbherrl. Linie zu Bückeberg, so wol die Revision wieder solche gravirliche Urtel interponiret, als auch pto. cassandae cessionis, die Klage in separato gerichtlich angebracht, und von Kayserl. Majest. darauf ein beifälliges allergnädigstes Rescriptum de dato 17. Jul. 1747. erhalten hat. Und aber zu gütlicher Hinlegung alsolcher gemeinschädlicher Zwistigkeiten, und Wiederherstellung löblichen guten Einverständniss zwischen so nahen Anverwandten, bishero zu verschiedenen malen Veranlassung geschehen, und würckliche Handlungen gepflogen worden, auch endlich durch götlichen Segen und Beistand, unter Vermittelung der Hochgebohrnen Gräfin und Frauen, Frauen Charlotten Sophien, vermälten Gräfin von Bentinck, gebohrnen Reichs-Gräfin von Aldenburg, Frauen zu Varel, Kniephausen und Doorwerth Liebdt. eines, dann des Wohlgebohrnen Herrn Carl de la Potterie, Sr. Königl. Mayest. in Dänemarck Norwegen etc. Obristen, andernteils, mit Zuziehung beiderseits Rächten, mithin nach genugsamer und reiflicher der Sachen Ueberlegung, eine Vergleichs-Punctation zu Stadthagen den 12ten Febr. a. c. würcklich geschlossen und unterzeichnet, darinn dann art. 13. verabredet worden; dass über sotane abgehandelte Puncta ein förmlicher Recess, fordernsamst verfertiget, inzwischen aber dennoch sotane Punctation bündig, gültig, und unwiederufflich seyn solle, allermassen dan auch immittels ein und andere daselbst abgeredete und verglichene Puncta, wie der folgende Recess es mit mehrern ergeben wird, zur Würcklichkeit und Execution gebracht worden sind; Als haben Wir unter abermaliger

hohen mediation der Hochgebohrnen Reichsgräfin und Frauen, Frauen Charlotten Sophien, vermählten Gräfin von Bentinck, gebohrnen Reichs-Gräfin von Aldenburg Liebdt., durch unsere dazu beiderseits committirte Räte, nach Masgebung vorerwehnter Vergleichs-Punctation, den darüber zu errichten vorbehaltenen Haupt-Recess verfertigen, und also das beiden Gräflichen Häusern so heilsam als erspriesliche Vergleichs-Geschäfte zum Stande bringen lassen, welcher Recess von Wort zu Wort lautet, wie folget :

Demnach IHro Hochgräfl. Gnaden, Gnaden, Gnaden zur Lippe und Schaumburg-Lippe, nunmehr gnädigst gut gefunden, in Gefolg der am 12ten Febr. a. c. alhier zu Stadthagen über den Brackischen Successions-Process glücklich berichtete, und unterschriebene Vergleichs-Punctation, das darin vorbehaltene Haupt-Vergleichs-Instrument errichten zu lassen; Alss sind auf Hochderoselben gnädigsten Befehl von denen Endesunterschriebenen beiderseitigen hiezu gnädigst committirten Räten, nach Anleitung besagter Punctation nachstehende Articuli anheute verabredet und geschlossen.

#### Art. 1.

Ist und bleibet zufferst, so viel den Lippe-Brackischen Anfal an Land und Leuten betrifft, ein für allemal verglichen und festgesetzt, dass sotaner ganze Lippe-Brackische Landes-Anteil, in zwei Theile dergestalten unter beiden Hochgräflichen Hrn. Paciscenten verteilet seyn und bleiben sollen, dass IHro Hochgräfl. Gnaden zur Lippe, zu Ihrer Helfte die Aemter Bracke und Barendorf, cum omnibus ap- et dependentiis haben und behalten, IHro Hochgräfl. Gnaden von Schaumburg-Lippe aber zu ihrer Helfte des Brackischen Anfals an Land und Leuten die beiden Aemter Blomberg und Schieder, worunter auch die Meierei Sieckholz im Amte Blomberg und die Bauerschaften Hiddensen und Winterberg im Amte Schieder, mit begriffen, mit allen ap- und dependentiis, auch Inhalts des Allerhöchsten Kayserlichen Reichs-Hofrahts - *judicati* vom 26ten August 1734. mit allen Erbherrlichen Gerechtsamen, wie solche im Grosvätterlichen Testament, und darauf erfolgten *Pactis domus* gegründet, und die letzt verstorbene Possessor des Lippe-Brackischen Anfals Weiland Graf Ludwig Ferdinand



dieselbe besessen und genutzt, und Ihre Hochgr. Gnaden von Schaumburg-Lippe, von der Kayserlichen Executions-Commission vormals proprietarie darin immittiret worden, und gegenwärtig in Possessione sich befinden, eigentümlich und erbherrlich haben und behalten sollen; jedoch unter dem Vorbehalt : dass, weilen wegen ein und anderer jurium annoch Streitigkeiten vorwalten, sotane jura ab Seiten des Regierenden Gräfflich-Lippischen Hauses nicht eingestanden, sondern diese Streitigkeiten, in so fern solche in gegenwärtigen Recess nicht erlediget, zu der in articulo ultimo verabredeten Erörterung ausgestellt, und bis dahin jedem Theile seine ratione solcher strittigen jurium habende Gerechtsame, in salvo bleiben sollen. Welchemnach

Art. 2.

Ihre Hochgräfflichen Gnaden zur Lippe, allen und jeden *expraetenso jure cesso haeredum allodialium ratione meliorationum ac acquisiteorum* formirten Anforderungen, und daraus *praetendirten* Abrechnungen, *defalcationen*, und wie es sonst Nahmen haben mag, in bester Form Rechtens sich begeben, und zugleich aufs feyerlichste versprechen, Ihre Hochgr. Gnaden von Schaumburg-Lippe, wegen derjenigen Parcellen oder *Pertinenz*, und Grundstücken im Amte Blomberg, woran die Kopfische Erben *ex jure Crediti vel dominii* Anspruch machen, und Klage erhoben, zu vertreten, und auf gericht- oder aussergerichtliche *denunciation*; als welche von Ihre Hochgräfflichen Gnaden von Schaumburg-Lippe hiedurch würcklich geschiehet und von Ihre Hochgräfflichen Gnaden zur Lippe für bekand angenommen wird, diese Process-Sache als Ihre eigene zu übernehmen, und desfalls eine vollkommene Gewehr zu leisten, und weilen

Art. 3.

vorbeschriebene Aemter Blomberg und Schieder etwas mehr über die Helfte betragen, so ist, um alle ratione *peraequationis* sonst zu besorgende Weitläufigkeiten zu verhüten, desfalls wolbedächtlich beliebt und verglichen worden, dass Ihre Hochgräfflichen Gnaden von Schaumburg-Lippe, auf die aus dem Hämelschen Vergleich vom 28 mart. 1656. *praetendirte*,



Detmoldischer Seits aber ohnehin noch nicht eingestandene jährliche 630 Rthl. fürs künftige renunciiret, und solche an Ihro Hochgräfl. Gnaden zur Lippe erlassen, ingleichen der 870 Rthl. Varenholzische Competenz-Gelder, sich pro futuro gänzlich begeben, nicht weniger auch allen sonstigen deteriorations-Anforderungen in Ansehung der Brackischen Erbschaft völlig entsaget, dagegen Ihro Hochgräfl. Gnaden zur Lippe, auf alle weitere Peraequation in kräftigster und bündigster Form Rechtens renunciiret haben wollen. Da nun auch

Art. 4.

In Ansehung des Juden-Schutzes, die observanz klare Mass und Ziel giebet; so hat es dergestalten dabei sein Bewenden, dass der Regierende Herr das Geleite in dem Erbherrlichen Anteil, jedoch nicht anders, als mit Consens des Erb Herrn, furohin erteilen, ein jeder der solchergestalt begleiteten, oder bereits in dem Erbherrlichen Anteil wohnenden Juden aber, das gewöhnliche Schuz-Geld, so wol dem Regierenden Herrn, jährlich mit 8 Rthl., als auch dem Erb-Herrn desgleichen jährlich 8 Rthl. entrichten solle, wie dan auch dem Regierenden Hause das ohnehin in lite nicht befangene jährliche Praestandum des sogenannten Kuh-Geldes aus dem Amte Blomberg reservirt bleibt. Gleichwie auch

Art. 5.

Ihro Hochgräflichen Gnaden zur Lippe, in pto Contributionis et Collectarum denen Ständen der Grafschaft Lippe nicht zu praejudiciren vermeinen, als ist dieser Punkt folgender gestalt verglichen worden: dass zwar besagten Ständen ihre desfalls etwa habende Gerechtsame bevorbleiben, und der von denenselben der Contribution und Collecten halber erregte Process seinen Lauf behalten, inzwischen aber Ihro Hochgräfl. Gnaden von Schaumburg-Lippe, bei dem bisherigen Genuss der sogenannten ordinären Contributionen, und des Soldaten-Schatzes, so wie dieselbe dermalen in Possessione sich befinden, und per Conclusa Caesarea vom 12ten Novbr. 1739 und 28. Jul. 1747. dabei geschützt worden, unhinderlich gelassen werden sollen. Dahingegen Ihro Hochgräfl. Gnaden von Schaumburg-Lippe sich hiedurch ver-

bindlich machen, Ihre quotam zu denen Reichs-Crayss-Fräulein Gräflichen Collegial- und Hofgerichts-Steuern, auch Reichs-Cammer-Zieler, unweigerlich von nechst verwichenen Ostern an, abzutragen, und zwar so viel die Crayss-Gelder betrifft, in Friedens-Zeiten das gewöhnliche Simplum von 600 Rthl. jährlich, worunter die rata des Amtes Schieder mit begriffen, in Kriegs-Zeiten aber, und wann das Contingent ausser Landes gehet, das duplum ohne einige Einwendung an Ihro Hochgräflichen Gnaden zur Lippe zu entrichten, und falss die Crayss-Ausgaben, noch höher steigen solten, auch dazu praevia communicatione et deliberatione pro rata des Amtes Blomberg zu concurriren, gestalten dan nicht weniger Ihro Hochgräfl. Gnaden von Schaumburg-Lippe hinfüro behuf des Schul-Monats; In betracht die Schulmeistere in dem Erbherrlichen Anteil davon mit participiren, jährlich 50 Rthl., und behuf des Weser-Monats gleichfalls jährlich 50 Rthl., richtig und beständig aus ihren Erbherrlichen Anteil erheben und bezalen, überhaupts auch hinfüro zu allen Publiquen Landes-Angelegenheiten, und desfals auf öffentlichen Land-Tägen Landes-Verfassungs-mässig bewilligten Steuern, die auf ihre Aemter kommende ratam erheben, und ad usum destinatum abliefern lassen wollen. Aldieweilen nun

Art. 6.

Auch Ihro Hochgräfl. Gnaden von Schaumburg-Lippe-Alverdissen, auf die Ihro Hochgräfl. Gnaden von Schaumburg-Lippe-Bückeberg zugeteilete Helfte des Brackischen Anfals pro dimidia Anspruch machen, auch diese beide Hochgräfl. Häuser deshalb noch in Process befangen sind, Hochgedachte Ihro Hochgräfl. Gnaden zu Alverdissen aber, Ihre desfals zu praetendirende jura an das Gräfliche Haus Lippe-Detmold cediret und abgetreten, so versprechen Ihro Hochgräflichen Gnaden zur Lippe, auf Gräfl. Worte, Treu und Glauben, alle mögliche Bemühung anzuwenden, Ihro Hochgräflichen Gnaden zu Alverdissen zu vermögen, diesen Transact zu ratificiren, und mit Begebung aller Ihrer in Ansehung des Brackischen Anfals formirten Ansprüchen liti et causae gerichtlich zu renunciiren, und sotane Renunciation und Ratification binnen Zeit von 6 Wochen beizubringen und Ihro Hochgräfl. Gnaden von Schaumburg-Lippe damit aller Anforderungen zu entledigen,

auf allen Fall aber, und da wieder alles Verhoffen dieses von dem Herrn Grafen von Alverdissen nicht zu erlangen stünde; so wollen Ihre Hochgräfl. Gnaden zur Lippe-Detmold, hiedurch versprochen, und aufs kräftigste sich verbunden haben, Ihre Hochgräfl. Gnaden von Schaumburg-Lippe-Bückerburg, so viel den besagten Brackischen Anfal, und die darauf von mehrgedachten Herrn Grafen zu Alverdissen formirte Ansprüche betreffend, eine vollkommene Gewähr zu leisten, mithin dieselbe auf geschene gericht- oder aussergerichtliche Denunciation zu vertreten, und folglich diese Process-Sache, als ihre eigene zu übernehmen, mithin Ihre Hochgräfl. Gnaden von Schaumburg-Lippe-Bückerburg, in allen und jeden Stücken, auf den unverhofften niedrigen Ausgang des der Alverdisschen Praetention halber erregten Processes, vollkommen schadlos zu halten, dabei aber Ihre Hochgräfl. Gnaden zu Lippe-Detmold, sich alle sonstige exessione Alverdissiensi erlangte jura gegen das Gräfliche Haus Schaumburg-Lippe-Alverdissen ausdrücklich reserviren, und in specie sich und ihren Gräflichen Hause, auf dem Fall, da der Manns-Stam des jetzig Regierenden Gräflich-Schaumburg-Lippe-Bückerburgischen ältern Hauses verblühen sollte, den Rückfal der dem Gräflich Regierenden Hause zur Lippe-Detmold, vermöge vorerwehnter Cession von Alverdissen abgetretener und übertragener jurium feierlichst vorbehalten; dergestalt, dass es in so fern bei diesem Cessions-Transact, zwischen Lippe-Detmold, und Lippe-Alverdissen sein Verbleiben hat, jedoch Ihre Hochgräfl. Gnaden zur Lippe-Schaumburg-Bückerburg, als welche diese Cession nie anerkannt, ohnnachtheilig. Nachdem aber

Art. 7.

Das Regierende Gräfliche Haus Lippe, in dem mit dem Herrn Grafen von Alverdissen, errichteten vorgedachten Cessions-Transact vom 9. Decbr. 1722. sich verpflichtet, an oft Hochgedachten Herrn Grafen zu Alverdissen, nicht nur alljährlich die Summa von 1250 rthl. zu entrichten, sondern auch demselben noch verschiedene andere Vorteile eingeräumt, mithin unbeweglich darauf bestanden, dass Ihre Hochgrl. Gnaden von Schaumburg-Lippe, allerwenigstens das onus der 1250 rthl., übernehmen mögten; so ist dieser Punkt nach vieler Bemühung dahin behandellet, abgeredet, und verglichen worden : dass Ihre

Hochgrl. Gnaden zur Lippe dasjenige, was das Regierende Gräfliche Haus in dem mehr angezogenen Cessions-Transact übernommen, an den Herrn Grafen zu Alverdissen nach als vor zu entrichten schuldig, und desfalls weiter keine indemnisation zu begehren befugt seyn sollen; dahingegen aber Ihro Hochgräfl. Gnaden von Schaumburg-Lippe, obschon Hochdieselbe so wenig sotane Cession vorgedachtermassen jemalen anerkannt, als dem Herrn Grafen von Alverdissen darunter einiges Recht zugestanden, noch auch diedurch das mindeste zugestehen wollen; dennoch zu Vergütung alles dessen, was das Regierende Haus zur Lippe, an den Herrn Grafen zu Alverdissen, durch vorherürten Vergleich vom 9ten Decbr. 1722. oder sonsten pro cessione versprochen, zu geben, und künftig zu geben verbunden ist, das vermöge des Grossväterlichen Testaments Ihnen zugefallene, und bishero in Besitz gehabte Amt Lipperode cum ap- et dependentiis an Ihro Hochgräflichen Gnaden zur Lippe cediren und abtreten, gleich dan auch sotanes Amt, samt dem Inventario, und einen Theil der dazu gehörigen Briefschaften gegen die in der Stadthäger Punctation vom 12. Febr. a. c. Art. 8<sup>vo</sup> stipulirte Bezalung des ersten termini von 40000 rthl., an Hochgedachte Ihro Hochgrl. Gnaden zur Lippe, bereits würklich eingeräumt und übergeben worden. Wobei den auch Ihro Hochgrl. Gnaden von Schaumburg-Lippe versichern, die noch vorhandene Documenta wegen dieses Amts, bona fide extradiren zu lassen. Auf dem Fall aber der Herr Graf von Schaumburg-Lippe-Alverdissen, und dessen Männliche Posterität verblühen und ausgehen solte, alsdan sol besagtes Amt Lipperode, oder allenfals die obbemelte 1250 rthl., desfalls Ihro Hochgrl. Gnaden von Schaumburg-Lippe, sich die Wahl ausbedungen, an das Gräfliche Schaumburg-Lippe-Bückerb. Haus zurück fallen.

Art. 8.

Versprechen und verbinden Sich der Regierende Herr, Graf zur Lippe, wegen der gehobenen 28jährigen Nutzungen der Brackischen Erbschaft dem Regierenden Herrn Grafen von Schaumburg-Lippe annoch exclusive desjenigen, so dieselbe aus dem 6jährigen Genuss des Amts Braack so wol, als bishero aus dem Amt Barendorf darauf genossen, auch des etwaigen Ueberschusses, so die Aemter Blomberg und Schieder über die

Helte ertragen, die Summa von 100000 rthl., in vollwichtigen Louisd'ors, oder Ducaten, worauf man sich nach vieler Bemühung verglichen, zu bezalen; Und wie Ihro Hochgrl. Gnaden zur Lippe, den Inhalts der Stadthäger Vergleichs-Punctation auf nechst verwichene Ostern zu entrichten stipulirten ersten termin ad 40000 rthl., zu gesetzter Zeit haben richtig bezahlen und abtragen lassen; als versprechen und geloben auch Dieselbe nicht weniger die übrige 60000 rthl., in folgenden dreyen Terminen, als auf Ostern des 1749ten Jars, 20000 rthl., samt den gewöhnlichen Zinsen à 3000 rthl., weiter auf Ostern 1750. 20000 rthl., benebst 2000 rthl. Zinsen, und endlich den rest à 20000 rthl. samt 1000 rthl. Zinsen zu Ostern 1751. ohnfehlbar zu entrichten. Wobeneben Ihro Hochgrl. Gnaden zur Lippe sich hiedurch dahin erklären, dass Hochdieselbe alle mögliche Bemühung anwenden wollen, um die Bezalung der verglichenen Summe so viel immer möglich zu anticipiren. Damit auch Ihro Hochgrl. Gnaden von Schaumburg-Lippe, wegen sotaner Zalung vollkommen gesichert seyn mögen, so versetzen und verpfänden Ihro Hochgrl. Gnaden zur Lippe desfalls nicht nur alle Ihre aus dem Amt Blomberg zu erheben habende Steuern und Gefälle, sondern auch das Amt Lipperode, dergestalt und also, dass Ihro Hochgrl. Gnaden von Schaumburg-Lippe, auf den unverhoften nicht Zalungs-Fall, Sich nach Gefallen daraus bezalet zu machen, auch allenfalls solches *propria auctoritate* hinwiederum in Possession zu nehmen befugt seyn sollen. Wie dan auch bis dahin, dass die verglichene Summe der 100,000 rthl. nebst Zinsen vollkommen abgetragen, Ihro Hochgrl. Gnaden von Schaumburg-Lippe das usufructuarie inne gehabte Amt Barendorf, als ein wahres Unterpfand in Possession behalten, auf Art und Weise, wie in Articulo 10<sup>mo</sup> verabredet ist. Dahingegen

#### Art. 9.

Ihro Hochgrl. Gnaden von Schaumburg-Lippe, aller weiteren Anforderungen, wegen der 28jägigen *fructuum perceptorum*, der mobilien-Verlassenschaft, und Forstischen Capitals, auch aller und jeder aus der Brackischen Succession *ex jure haereditario* herrürender Forderungen, wie sie Nahmen haben mögen, sich gänzlich begeben, und verzeihen, und wie nicht weniger auch



Art. 10.

Ihro Hochgrl. Gnaden von Schaumburg-Lippe Sich in der Stadthäger Punctation verbindlich gemacht, das bishero usufructuarie et in computum fructuum perceptorum ingehabte Amt Barendorf an Ihro Hochgrl. Gnaden zur Lippe, sobald nur von dem verglichenen quanto, der stipulirte erste termin von 40000 rthl. bezalt worden, hinwieder abzutreten, beides auch nunmehr bereits zur Erfüllung gebracht worden, so hat es dabei dergestalt sein punctations-mässiges Bewenden, dass zwar letzthochgedachte Ihro Hochgrl. Gnaden, die freye administration des besagten Amts haben und behalten, alle Rechnungs-Bediente aber quoad utilia et usumfructum in Sr. Hochgrl. Gnaden von Schaumburg-Lippe Pflichten so lange bleiben sollen, bis auch die von der verglichenen Summa der 100000 rthl., noch restirende 60000 rthl., nebst Zinsen völlig abgetragen seyn werden, gestalten dan in dessen Entstehung besagte Rechnungs-Bediente, die zu erheben habende Renten, und Gefälle, auf Begehren Sr. Hochgrl. Gnaden von Schaumburg-Lippe sofort ohne einige Einrede abzuliefern schuldig und gehalten, auch wann in Ansehung der Bedienten eine Veränderung von dem Regierenden Herrn Grafen zur Lippe vorgenommen würde, diese dazu auch besonders verpflichtet werden sollen. Wobei dan auch ferner Ihro Hochgrl. Gnaden von Schaumburg-Lippe Sich ausbedungen, dass man ins Künftige sich von Seiten des Amts Barendorfs der bisherigen Jagt ins Amt Blomberg enthalte, auch von der Praetension, dass die Glasemeistere zu Schieder das Bier von der Meierei Barendorf nehmen müssen, abstehe, welches dan auch Ihro Hochgrl. Gnaden zur Lippe, obschon dieselbe von der desfälligen Beschaffenheit noch nicht hinlänglich benachrichtiget sind, dennoch auf die Versicherung; dass diese beide Ausbedingungen jährlich keine 50 rthl. betragen, freundvetterlich, obwol mit der reservation eingewilliget, dass man ab Seiten der Aemter Blomberg und Schieder Sich gleichfals des Jagens ins Amt Barendorf enthalte.

Art. 11.

So viel die Extradition des Brackischen Archivs oder Registratur und Communication der Land-Tags-Acten



betrifft, bleiben die desfalls ergangene Kayserliche Conclusa in vigore, und wollen Ihro Hochgrl. Gnaden zur Lippe, in Fall sich noch mehrere noch nicht communicirte Briefschaften vorfinden solten, solche in Gefolg der ergangenen Kayserlichen Concluserum fideliter communiciren. Wie dann auch

Art. 12.

Sich von selbst versteht, dass dieser Vergleich, wie solcher lediglich die Brackische Erbschaftssache pro objecto hat, also auch auf Ihro Hochgrl. Gnaden von Schaumburg-Lippe Separat-Forderungen, wegen der rückständigen sowol Brackischen, als Varenholzischen Competenz-Geldern, Fräulen-Steuren, und daher rürende Praetensionen nicht auszudeuten, als wesfalls Hochdieselbe Sich quaevis competentia per expressum vorbehalten.

Dahingegen Ihro Hochgrl. Gnaden zur Lippe, Sich wegen aller dieser Posten, insbesondere wegen des Nachstandes von denen nicht agnoscirten 630 rthl., alle dagegen habende Gerechtsame und Befugnisse reserviren. Diesemnechst sollen

Art. 13.

Alle Leges patriae, Altväterliches Testament, Dispositiones, und wolhergebrachte Landes-Verfassungen, auf welche aufs neue hiedurch bestätigt werden, in ihrer Kraft unabänderlich verbleiben, mithin so wol dem Regierenden Herrn, als Erbherrn die Ihnen respective competirende jura, ohne einige Verminderung, Schmälerung, oder Aenderung aufrecht erhalten, und von keinem Theil beeinträchtigt werden. Weilen aber hierunter bishero ein und andere Differenzien vorge-waltet, so sollen Selbige (gleich wie auch wan ins Künftige Streitigkeiten entstehen würden, jedesmal geschehen soll) in Zeit von 3 Monaten mittels Zusammentretung beiderseits Rätthe, gütlich beigelegt, in dessen Entstehung aber per Austregas entschieden werden, allermassen dan auch in specie nach dem Inhalt des brüderlichen Vertrages de ao 1621. und Schwalen-berger Vergleichs de 1667. alle alienationes Dispositiones und Cessiones, so diesen Verträgen zuwieder, ein vor allemahl verbothen seyn und bleiben, mithin dagegen sowenig, als insonderheit gegen diesen Recess, keine Processe, weder bei

dem Kayserlichen Reichs Hofraht, noch Cammer-Gerichte, angebracht werden oder statt haben sollen; gestalten solches alles mit Vorbehalt beider hohen Hochgräflichen Herren Principalen gnädigster Ratification also verabredet, geschlossen, und verglichen worden. So geschehen Stadthagen den 10. August 1748.

(L. S.) Sigmund Magnus Cracau,  
Gräfl. Lippischer Geheimer-Raht  
und Cancelli-Director.

(L. S.) Carl Ludewig Frederking,  
Gräfl. Schaumb. Lipp. Hof- und  
Regierungs-Raht.

(L. S.) Maternus Philippus Colson,  
Gräfl. Schaumb. Lipp. Regierungs-Raht.

Allermassen nun Wir Simon August, Regierender Graf und Edler Herr zur Lippe, und Wir Albrecht Wolfgang, Regierender Graf zu Schaumburg, Graf und Edler Herr zur Lippe und Sternberg etc. vorstehende 13. articul in allen ihren Punkten und Clausuln gnädigst ratificiren und genehmigen; Als haben Wir für Uns, Unsere Erben und Nachkommen, bei unsern Gräflichen Worten, Würden, Ehren und Treuen, auch an Eides-Stat, einer dem andern, wolbedächtlich, zugesaget und versprochen; geloben und versprechen auch einander hiemit und in Kraft dieses Vergleichs, Gräflich, freund Vetterlich und Brüderlich, dass Wir alles dasjenige, so in diesen ob inserirten 13 Articuln verabredet, und geschlossen worden, stets fest und unverbrüchlich halten, und getreulich vollziehen, dawieder nun und nimmermehr, in einige Weise oder Wege nicht handeln, noch dass es von andern geschehe, verhängen, oder verstatten wollen, vielmehr alles und jedes, so über kurz oder lang von jemand, wer der auch sey, wäre es auch von unsern eigenen Räten und Cancellien, dawieder gehandelt, gethan, geschrieben, oder vorgenommen, oder auch von der andern Seite zu Vermeidung neuer Disputen, nicht geahndet werden mögte, zum voraus hiemit, als nicht geschehen, nul und nichtig, todt und abe erklären, und Uns dagegen aller Ausflüchten und Einreden, Geist- und weltlichen beneficen, Behelfen, gericht und aussergerichtlichen Exceptionen, sonderlich der Restitution in integrum, laesionis ultra dimidium, astutae, persuasionis rei non sic, sed aliter gestae, überhaupts aller Schutz- und Hülf-Mittel, wie die immer Nahmen haben, und durch Menschen Sinn und Witz erdacht werden können, wissentlich und wohlbedächtlich verzeihen, und begeben, sonder List und Gefehrde, und soll

gegenwärtiger Vergleich auf öffentlichen Landtag denen Ständen der Grafschaft Lippe, von Ritterschaft und Städten vorgeleget, und als ein fundamental-Landes- und Haus-Gesetze durch einen solennen Land-Tags-Schluss corroboriret, und bestätigt, nicht weniger binnen Zeit von 6 Wochen à dato dieses Vergleichs, davon bey Ihre Kayserlichen Mayestät und dero Reichs-Hofrath, die allerunterthänigste Anzeige geschehen, auch solcher denen gerichtlichen Actis beigefüget werden. Zu wahren Urkund dessen sind von gegenwärtigen Vergleich Zwei gleichlautende Exemplaria verfertigt, und solche von Uns, nebst denen von Uns dazu bevollmächtigten hohen Frau mediatrixin Liebden, und Herrn mediatore unterschrieben, besiegelt und jedem Paciscirenden Gräfl. Theile ein Exemplar davon zugestellet worden. So geschehen Stadthagen 19ten Novbr. 1748.

Simon August  
R. Gr. Zr. Lippe.

Von Gottes Gnaden Wir Wilhelm Friederich Ernst, Regierender Graf zu Schaumburg, Graf und Edler Herr zur Lippe und Sternberg etc. urkunden und bekennen hiemit, dass nachdem die Unterschrift dieses Vergleichs anfangs wegen Abwesenheit Unsers Herrn Vettern, des Regierenden Herrn Grafen zur Lippe, nicht sofort erfolgen können, nach der Hand aber es dem Allerhöchsten Gott gefallen, Unsers Herrn Vaters Gnaden, den Weyl. Hochgebohrnen Grafen und Herrn, Herrn Albrecht Wolfgang, Regierenden Grafen zu Schaumburg, Grafen und Edlen Herrn zur Lippe und Sternberg etc. durch einen plötzlichen und ganz unvermuteten Todt aus dieser Zeitlichkeit in die Ewigkeit abzufordern, wodurch dan die Succession in dero Graf- und Herrschaften, und aller übrigen Verlassenschaft, auf Uns transferiret worden; dass Wir demnach obstehenden Vergleich in allen seinen Punckten und Clausuln sowol für Uns selbst alss auch dergestalt ratificiren und genehmigen, als ob solcher von Weyl. Unsers Herrn Vaters Gnaden würcklich unterschrieben worden. Urkund dessen Wir denselben eigenhändig unterschrieben, und mit Unserm Gräfflichen Siegel bedrucket. So geschehen Bückeburg den 19ten Novbr. 1748.

Wilhelm Reg. Graf zu Schaumburg Lippe  
und Sternberg. (L. S.)

Pro copia  
Wasserfall,  
Archivar.

**Separat-Artikel zum Stadthager-Vergleiche  
von 1748.**

Von Gottes Gnaden Wir Simon August Regierender Graf, und Edler Herr zur Lippe, Souverain von Vianen und Ameyden, Erb-Burg Graf zu Utrecht etc. und Wir von Gottes Gnaden Albrecht Wolfgang, Regierender Graf zu Schaumburg, Graf und Edler Herr zur Lippe und Sternberg, des Königlichen Preussischen Schwarzen-Adler-Ordens-Ritter etc. Urkunden und bekennen für Uns, Unsere Erben und Nachkommen, dass, dieweilen aus bewegenden Ursachen gutgefunden worden, nachstehende ree bereits in der Vergleichs-Punctation vom 12ten Februar a. c. verglichene und verabredete Puncta, dem Haupt-Vergleichs-Instrumento nicht zu inseriren, sondern selbige, jedoch ohne einigen Abbruch ihrer Gültigkeit in separat-articuln zu verfassen, auch sotane separat-articul würcklich von unsern beiderseits dazu committirten Räten folgendergestalt verfasset worden :

Art. 1.

Versprechen Ihro Hochgräflichen Gnaden von Schaumburg-Lippe, auf dem Fall das Amt Barendorf, durch den bekannten Sternb. Process, wieder alles rechtl. Vermuthen, ganz oder zum Theil verlohren gehen sollte, an Ihro Hochgr. Gnd. zur Lippe, die eviction, oder Schadloshaltung pro rata des Phillippinischen oder Schaumb. und Brack. Anteils der Grafenschaft Lippe in quantum juris zu praestiren, nicht weniger auch

Art. 2.

Verbinden sich Ihro hgr. Gnaden von Schaumburg-Lippe, auf dem Fall Ihro hochgr. Gnaden zur Lippe, vorfindender conveniens nach vor gut finden sollten, das Amt Lipperode zu veräussern, dazu den consens ohnweigerlich zu erteilen, ohngehindert desjenigen, was im art. 13. et ult. heute in dem Haupt-Vergleich gegen die alienationis verabredet und verordnet worden, als wovon dieser punct hiemit ausdrücklich eximiret und ausgenommen wird. Erst Hochgedr. Hochgr. Gnaden begeben Sich auf sothanen Fall, da das Amt Lipperode vor Abgang der hochgr. Alverdischen Linie, veräussert würde, der auf den

art. 7. stipulirten Rückfall, in fine ejusd. art. vorbehaltenen Wahl, und wollen alsdan mit dem Rückfall der 1250 Rthlr. Sich vergnügen. Und wie übrigen

Art. 3.

Ihro Hochgräflichen Gnaden von Schaumburg-Lippe, Kraft der kundbaren der Grafschaft Schaumburg vor der Grafschaft Lippe, mithin Hochdenenselben als Regierenden Grafen von Schaumburg zukommenden Praecedentz darauf bestanden, dass solche auch bei gegenwärtigen Haupt-Tractat und dessen Unterzeichnung zu beachten, von Seiten Ihro hochgräflichen Gnaden zur Lippe aber dagegen vorgestellet worden, dass weilen Hochdieselbe bei diesem Tractat alss Regierender Herr der Grafschaft Lippe, Ihro hochgr. Gnaden von Schaumburg-Lippe aber, bloss als Erb-Herr concurriren, so könne die Schaumb. Praecedenz sowenig in diesem Geschäfte, als in allen dergleichen die Grafschaft Lippe, und das Hochgräfl. Lippische Haus unter Sich concernirenden Vorfällenheiten und negotiis statt finden : Alss ist zwar in solchem Betracht von Ihro Hochgr. Gnaden von Schaumburg-Lippe darunter nachgegeben worden, dagegen aber Ihro Hochgräfl. Gnaden zur Lippe Sich hiedurch bündigst und kräftigst reversiren, dass dieser in Lippischen Geschäften vorgehende Actus, der Ihro Hochgr. Gnaden von Schaumburg-Lippe, alss Regierenden Grafen von Schaumburg sonsten und im übrigen ohnstreitig zustehenden Praecedenz, als welche hochgedachte Ihro Hochgräfl. Gnaden zur Lippe ausser allen Zweifel setzen, durchaus ohnnachtheilig seyn solle. Geschlossen und Verglichen sub speratificationis clementissimorum Dominorum Principalium. Stadthagen den 10. August 1748.

(L. S.) Sigmund Magnus Cracau  
Gräfl. Lipp. Geheimer-Raht  
und Cancelli-Director.

(L. S.) Carl Ludewig Frederking  
Gräfl. Schaumb. Lippescher  
Hof- und Regierungs-Raht.

(L. S.) Maternus Philippus Colson  
Gräfl. Schaumb. Lipp. Regir. Raht.

Wir diese drei articulos separatos gleichfals und ebenmässiger gestalt, wie die dem Haupt-Vergleichs-Instrumento inserirte



13. articul, gnädigst ratificiret und genehmiget haben; ratificiren und genehmigen auch dieselbe, für Uns, Unsere Erben und Nachkommen, Kraft dieses dergestalten und also, dass die ratification des Haupt-Vergleichs in allen ihren Ausdrückungen, Verbindungen, Ausfluchts-Begebungen und Verpflichtungen, so als wenn solche wörtlich anhero wiederholet wären, diese drey articulos separatos mit in sich begriffen, mithin sotane Separat articul von eben der Kraft Gültig- und Verbindlichkeit seyn sollen, als wann dieselbe dem Haupt-Vergleichs-Instrument von Wort zu Wort inseriret wären; Nur mit dieser einzigen Ausnahme, dass auch gleichfals bewegenden, die beide erstere articul angehenden Ursachen, diese Separat articul der bey den Höchstpreislichen Kayserlichen Reichs-Hofrath zu thuenden Anzeige nicht mit einverleibet, noch auch denen Reichs-Hofraths-actis beigeleget, noch weniger sonsten, ehe es der Sachen Nohtturft erfordern wird, bekandgemachet, sondern vielmehr bis dahin secretiret und geheim gehalten werden sollen, wodurch aber Ihrer obfestgesetzten Gültigkeit in keine Wege das mindeste abgehen, vielmehr aller daher etwa gegen solche Gültigkeit in keine Wege das mindeste abgehen, vielmehr aller daher etwa gegen solche Gültigkeit zu formirenden Exceptionen und Einwendungen, wie Sie Nahmen haben mögen, auf das bündigste renunciiret seyn soll. Zu dessen wahren Urekund Wir dieses eigenhändig unterschrieben besiegelt, und jedem Paciscirenden Gräflichen Theil ein exemplar zugestellet worden. So geschehen Detmold den 19. Novbr. und Bückeburg eodem.

Simon August  
R. G. Z. Lippe.  
(L. S.)

Wilhelm Reg. Graf zu  
Schaumburg-Lippe und  
Sternberg.  
(L. S.)

Pro copia  
Wasserfall,  
Archivar.

---